

RAPPORT N°2022/6-24
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

OBJET

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES POUR LA LOCATION DE BUREAU A METTRE A DISPOSITION DU GROUPE D'ELUS « NOUVELLES SOLIDARITES SAINT DENIS »

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales modifiée par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral, offre la faculté aux conseils de communautés d'agglomération de plus de 100 000 habitants de constituer des groupes de conseillers communautaires et de prévoir par délibérations les modalités de fonctionnement desdits groupes, sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire de ces conseillers.

L'article L 5216-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que dans les conditions qu'il définit, le Conseil Communautaire peut affecter aux groupes de conseillers communautaires, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

Le groupe d'élus « Nouvelles solidarités Saint Denis » de Saint Denis loue un local administratif, un bureau privatif Mafate de 8m² comprenant 1 fauteuil, 2 chaises, 1 meuble de rangement, 1 poubelle dans l'espace de travail, situé au 1 Route du Moufia à Sainte-Clotilde.

Cette occupation a fait l'objet d'un contrat de prestation de service d'une durée d'un an. Le contrat signé le 1^{er} mars 2022 expire le 28 février 2023.

La Société Le CARé représentée par Monsieur Radji ARAYE demande un loyer mensuel de 450€ TTC (Hors prestations annexes) soit 5 400€ TTC par an.

Le coût de cette location entre dans l'enveloppe financière allouée au titre de l'année 2023.

Par conséquent je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le contrat de prestation de services joint en annexe ;
- Approuver le montant du loyer mensuel à verser par la CINOR à La Société Le CARé soit la somme de 450 € TTC (QUATRE CENT CINQUANTE EUROS)
- Autoriser le Président à conclure un contrat de prestation de services d'une durée de deux ans maximums avec La Société Le CARé, pour la location de bureaux à mettre à disposition du groupe d'élus « Nouvelles Solidarités Saint Denis » à partir du 1^{er} mars 2023 à l'adresse suivante : 1 Route du Moufia 97490 SAINTE CLOTILDE
- Autoriser le Président à signer tous les actes y afférents.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/6-24
Du Bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

OBJET

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES POUR LA LOCATION DE BUREAU A METTRE A DISPOSITION DU GROUPE D'ELUS « NOUVELLES SOLIDARITES SAINT DENIS »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-24 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-24-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le contrat de prestation de services joint en annexe ;

ARTICLE 2

D'approuver le montant du loyer mensuel à verser par la CINOR à la Société Le CARé soit la somme de 450€ TTC (QUATRE CENT CINQUANTE EURO) ;

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à conclure un contrat de prestation de services d'une durée de deux ans maximums avec La Société Le CARé, pour la location de bureaux à mettre à disposition du groupe d'élus « Nouvelles Solidarités Saint Denis » à partir du 1^{er} mars 2023 à l'adresse suivante : 1 Route du Moufia 97490 SAINTE CLOTILDE ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

 9 DEC 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-24-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--